



HAL
open science

L'Italie malade de l'euro ?

Francesco Saraceno

► **To cite this version:**

Francesco Saraceno. L'Italie malade de l'euro?. L'Économie politique, 2019, 2 (82), pp.73-84.
10.3917/leco.082.0073 . hal-03632698

HAL Id: hal-03632698

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03632698>

Submitted on 6 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Italie malade de l'euro ?

Francesco Saraceno*

A PRÈS UNE PÉRIODE DE DÉVELOPPEMENT IMPÉTUEUX ET DE convergence vers les niveaux de revenus des pays les plus avancés, l'Italie est entrée dans une phase de déclin relatif au cours des trente dernières années. La crise a accentué la distance avec les partenaires européens et le statut d'« homme malade de l'Europe » de l'économie transalpine est désormais bien ancré.

Un minimum de connaissance de l'histoire économique de l'Italie suffit pour comprendre que les difficultés du pays ont des racines bien plus anciennes (et structurelles) que l'euro et les politiques d'austérité – par ailleurs désastreuses. Le gouvernement italien actuel a choisi la voie de la confrontation avec les autorités européennes sur le budget et sur la monétisation de la dette publique, comme si lever les contraintes européennes (qui, répétons-le, ont poussé dans la mauvaise direction depuis 2010), était suffisant pour revenir aux années heureuses du *miracolo economico*, la version italienne des Trente Glorieuses. L'euro et les règles européennes ont certes imposé des contraintes aux politiques italiennes ; mais ces mêmes politiques avaient déjà abdiqué leur rôle de transformation d'un modèle de développement qui, dès les années 1970, était de moins en moins adapté au monde globalisé.

* **Francesco Saraceno** est directeur adjoint de département à l'OFCE, Sciences Po. Il enseigne aussi à la Libera università internazionale degli studi sociali de Rome.



Cet article vise à retracer rapidement la parabole italienne, d'un modèle de développement original et performant, à un système incapable de produire innovation et croissance. Ce récit fondera la conclusion principale de l'article : l'euro et l'Europe ont un rôle marginal dans la « maladie italienne ». Nous concluons l'analyse par une évaluation de l'orientation actuelle du gouvernement en matière de politique économique depuis juin dernier. Si les origines des difficultés actuelles sont structurelles, le repli souverainiste n'apporte aucune des réponses nécessaires pour inverser le déclin. Le gouvernement italien ferait mieux d'exploiter le flottement théorique qui suit la crise pour réfléchir à des propositions de réformes en faveur d'une stratégie de croissance à long terme, dans le cadre d'une Union Européenne renforcée.

Le grand rattrapage

La variété italienne de capitalisme, issue de la Seconde Guerre mondiale, présentait la double particularité de s'appuyer sur un tissu dense de petites entreprises organisées en districts industriels locaux, particulièrement performantes, notamment à l'exportation, et l'existence de quelques grandes entreprises contrôlées par l'Etat depuis la crise de 1929 et constituées dans l'industrie lourde ou dans des secteurs jugés stratégiques [Felice & Vecchi, 2015].

L'efficacité des petites entreprises était avant tout le résultat de liens étroits entre producteurs de biens finaux et concepteurs et fabricants de machines dédiées, de relations de travail stables, d'un système local d'apprentissage solide. L'organisation en districts industriels permettait de profiter d'économies d'échelle (sur les coûts d'innovation et de transport) et de la spécialisation dans des productions complémentaires, en dépit d'une taille d'entreprises qui restait petite. Les entreprises des districts ont pu ainsi profiter du développement accéléré du secteur manufacturier de l'après-guerre, sans obligation d'augmenter en taille. L'innovation était principalement une innovation de procédés, basée sur des machines de plus en plus sophistiquées, sans qu'il soit besoin d'engager une véritable activité de R&D. Enfin, un contrôle essentiellement familial du capital et des participations croisées créait de fortes barrières à l'entrée.

En somme, les districts ont été une formidable « machine à innover » qui, utilisant le savoir-faire du paradigme méca-

nique industriel, a construit une chaîne de valeur concentrée sur le territoire. Les fabricants de machines pour l'industrie et les utilisateurs des secteurs finaux ont contribué (par le biais d'échanges de connaissances dans de petits bassins de production) à innover sur l'ensemble du processus de production, en développant des machines de plus en plus sophistiquées pour des productions de plus en plus innovantes.

Ce réseau de petites entreprises évoluait à côté de quelques grandes entreprises qui étaient à la pointe de l'innovation dans les secteurs stratégiques de l'après-guerre, comme la sidérurgie, la chimie, l'automobile ou encore l'aviation [Gallino, 2003]. Les grandes entreprises (souvent publiques) étaient entre les mains de blocs stables d'actionnaires et étaient, de ce fait, protégées des prises de contrôle hostiles. La capitalisation boursière restait faible et l'essentiel du financement relevait des profits réinvestis et de l'émission d'obligations détenues par les ménages. En effet, suivant les termes de la loi bancaire de 1936, restée en vigueur jusqu'en 1993, les banques commerciales ne pouvaient ni effectuer des prêts à long terme, ni détenir des actions. La dépendance vis-à-vis des banques et des marchés d'actions était faible et les participations publiques contribuaient à l'existence d'un capital « patient » permettant d'effectuer des investissements à long terme porteurs d'innovations. Une variété très spécifique de capitalisme s'est ainsi installée dans les années 1950 et 1960, qui a permis à l'économie italienne de connaître une très forte croissance.

Le découplage

La rupture est venue de la mondialisation des échanges et de la libéralisation financière, mais aussi du changement technologique qui les a accompagnées [Lucarelli, Palma, & Romano, 2013]. Contrairement aux innovations de procédés, qui pouvaient être développées au sein des réseaux constitutifs des districts, la R&D nécessaire pour développer les nouvelles technologies requiert des alliances stratégiques en même temps que de puissants départements dédiés au sein des entreprises. Les dimensions modestes des entreprises appartenant à des réseaux essentiellement locaux est alors

L'EFFICACITÉ DES PETITES ENTREPRISES ÉTAIT LE RÉSULTAT DE LIENS ÉTROITS ENTRE PRODUCTEURS DE BIENS FINAUX ET FABRICANTS DE MACHINES DÉDIÉES, DE RELATIONS DE TRAVAIL STABLES, D'UN SYSTÈME LOCAL D'APPRENTISSAGE SOLIDE



devenue un handicap. Celles-ci se sont progressivement retranchées dans des domaines de production soumis à la concurrence des pays à bas salaires. Seules quelques-unes d'entre elles ont réussi à se spécialiser dans des niches sur les marchés mondiaux, tout en continuant de conserver leurs caractéristiques initiales.

Parallèlement, le modèle des participations publiques dans les grandes entreprises est aussi entré en crise. Non seulement la position de l'État s'est trouvée réduite, du fait du recul du

pooids des industries lourdes dans les économies avancées, mais la qualité des politiques publiques s'est profondément détériorée. Les autorités ont consenti des avantages à des magnats nationaux sans les inscrire dans une politique indus-

trielle, confortant le plus souvent l'accroissement de rentes au détriment des investissements productifs à long terme. La « financiarisation » et la diversification des activités des grands groupes industriels italiens ont éloigné les instances décisionnelles qui définissent la stratégie du groupe du cœur de métier^[1]. Ce processus est à l'origine d'un décrochage qui mène progressivement à la disparition des fleurons industriels italiens, ou à leur acquisition par de grands groupes étrangers. Le poids des entreprises détenues par des capitaux étrangers a fortement augmenté en conséquence des privatisations, mais aussi de la montée dans l'économie mondiale de secteurs où les entreprises nationales étaient faibles ou absentes. Il s'est ensuivi une forme de dislocation des deux piliers de l'économie italienne – des PMI performantes arrimées à quelques grands groupes dans des secteurs stratégiques. Ce phénomène n'est pas seulement italien : le désengagement de l'État de l'économie est en effet un des piliers du nouveau consensus qui s'impose comme le *mainstream* en macroéconomie, à partir des années 1980 [Saraceno, 2017]. Mais, en Italie, il est amplifié par l'incapacité du modèle productif d'évoluer. La proximité territoriale des entreprises organisées en districts, qui avait été une source de force, devient un handicap quand la globalisation rend nécessaire l'externalisation des activités. Tandis que les pays partenaires de l'Italie externalisent dans les pays à bas coûts, les entreprises italiennes le font en Italie,

LA FAIBLESSE DE LA LIRE, SUR LAQUELLE L'ITALIE A LONGTEMPS FONDÉ SON RATTRAPAGE DE COMPÉTITIVITÉ, A ENCOURAGÉ LES ENTREPRISES À SE CANTONNER À DES PRODUCTIONS À FORTE INTENSITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE ET À FAIBLE CONTENU TECHNOLOGIQUE

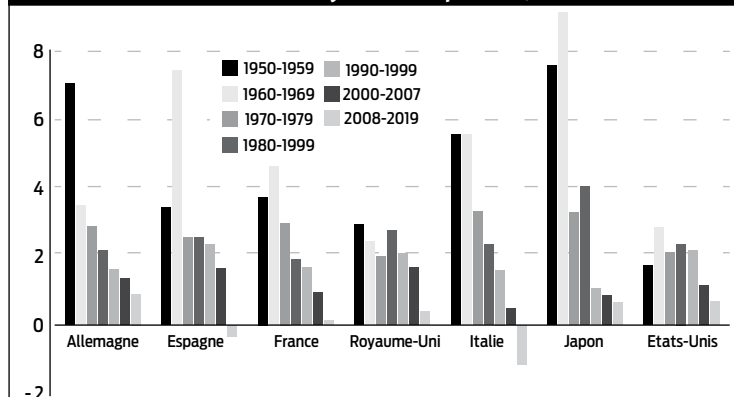
[1] Le cas du groupe automobile Fiat est typique de cette transformation de la structure des grands groupes industriels. Au cours des années 1990, l'automobile est devenue une des multiples activités d'un groupe géré par une holding financière, Ifil, qui restait dans les mains de la famille Agnelli. Cette prise de distance avec le cœur de métier a été la source d'erreurs stratégiques qui ont menacé l'existence du groupe. C'est seulement avec le recentrage sur l'automobile opéré à partir des années 2000 que Fiat a retrouvé sa place parmi les grands constructeurs mondiaux [Gallino, 2003].

où la production à basse valeur ajoutée et haute intensité de travail reste prédominante (et rend l'économie plus vulnérable à la concurrence des pays émergents).

Le contexte international joue également un rôle important. La longue période de fluctuations du taux de change, puis de réalignements réguliers des parités pendant la période du Système monétaire européen, a permis à l'Italie de tempérer la perte de vitesse progressive de son économie. L'adoption de la monnaie unique européenne a interrompu la pratique, largement utilisée auparavant, de recourir à la dévaluation de la lire afin de permettre aux entreprises de faire face à la concurrence sur les marchés internationaux [De Cecco, 2013]. Mais la faiblesse de la lire, sur laquelle l'Italie a longtemps fondé son rattrapage de compétitivité, a encouragé les entreprises à se cantonner à des productions à forte intensité de main-d'œuvre et à faible contenu technologique. Dans les régions du Nord-Est et du Centre, les PME, protégées par un taux de change faible, n'ont pas été incitées à croître et à investir. La capacité de production s'est progressivement réduite, suivant l'affaiblissement des grandes entreprises, de l'innovation et de l'accumulation des connaissances et du capital humain. Ce processus a par la suite éloigné l'Italie de pays partenaires comme la France et l'Allemagne.

En mettant un terme à la séparation entre activités de crédit et activités de marché, la réforme bancaire de 1993 a réduit l'importance du marché obligataire et n'a pas contribué à assurer

Taux de croissance annuel moyen du PIB par tête, en %



Source : Cofis et al Long Term Productivity Database <http://www.longtermproductivity.com>



aux entreprises (et aux gouvernements) un flux de financement stable et de longue durée. Des entreprises (surtout les grandes) de plus en plus diversifiées et éloignées de leur cœur de métier se sont endettées auprès des banques pour des opérations de spéculation financière et immobilière, bien plus rentables que l'investissement réel. Le taux d'investissement a ainsi baissé de 25 % du PIB dans les années 1960, puis à moins de 20 % en moyenne dans la décennie 2010-2019 (données de la Commission européenne).

Une fois perdu le levier du taux de change, avec un système productif verrouillé dans un modèle de spécialisation à haute intensité de travail, le seul moyen viable pour assurer la com-

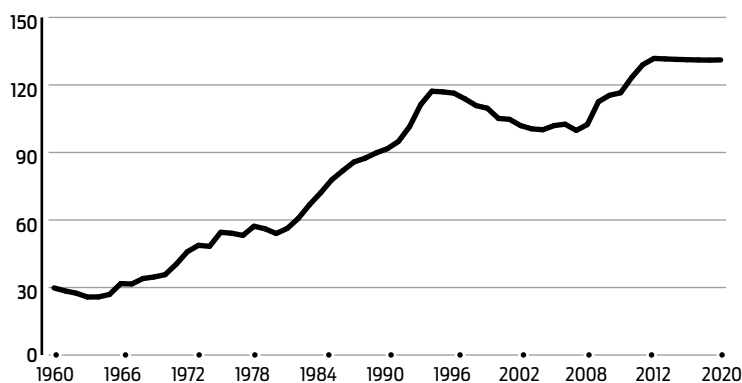
pétitivité du pays était la déflation interne, c'est-à-dire une pression à la baisse sur les salaires et les prix. Faute de quoi le pays aurait perdu des parts de marché encore plus importantes. De ce qui précède il devrait

toutefois être clair que, s'il est vrai que l'euro prive les gouvernements italiens d'un instrument d'ajustement, il n'est pas la cause du « déclin » italien, dont les racines sont plutôt à rechercher dans l'incapacité de sa classe politique et entrepreneuriale à évoluer face aux changements imposés par la mondialisation.

Entre-temps, la dette explosait, portée à la fois par un système politique de plus en plus inefficace et corrompu, qui

**S'IL EST VRAI QUE L'EURO PRIVE
 LES GOUVERNEMENTS ITALIENS D'UN
 INSTRUMENT D'AJUSTEMENT, IL N'EST PAS
 LA CAUSE DU « DÉCLIN » ITALIEN**

Dette publique au sens de Maastricht, en % du PIB



Source : Commission européenne (Ameco)

utilisait la dépense publique pour « acheter » la paix sociale [2], mais aussi par la nécessité de soutenir les revenus, qui avaient commencé à stagner à la suite du ralentissement de l'activité économique.

La crise et l'austérité

C'est donc dans un contexte de faible demande intérieure, d'investissements et de productivité stagnants (en dépit de profits élevés, il est utile de le rappeler), que l'Italie doit faire face à la crise des prêts *subprime*. La crise qui éclate en 2007 frappe l'Italie plus durement que les autres grands pays européens ayant adopté la monnaie unique. Le système bancaire italien est pourtant moins exposé que les autres sur les marchés financiers mais, en revanche, il a massivement eu recours aux marchés obligataires pour financer le crédit aux entreprises. La raréfaction de la liquidité qui fait suite à la crise financière le laisse donc dans l'incapacité de financer les entreprises, mais n'en remet pas en cause la solvabilité. Le gouvernement n'est alors pas obligé d'intervenir, comme en France ou en Allemagne [3].

La dette publique (qui est à un niveau déjà élevé) n'augmente que peu. En 2008-2009, face aux premiers signes de spéculation sur les marchés de la dette souveraine, le gouvernement Berlusconi décide de ne pas adopter un plan de relance, contrairement à ce que font la majorité des autres pays avancés et émergents. Ceci ne protège pas l'Italie des attaques spéculatives qui mènent, en 2011, à la démission de Silvio Berlusconi (imposée, selon certains, par les autorités européennes) et au « gouvernement des professeurs », mené par Mario Monti.

Sous Mario Monti, l'Italie suit le même type de thérapie, quoique moins intense, que la Grèce, faite de compression des dépenses publiques et (surtout) d'augmentation des impôts, ce qui plonge le pays dans une deuxième récession, comme le reste de la zone euro, mais plus profondément à cause des faiblesses structurelles du pays. Cette cure ne convainc pas pour autant les marchés. Pendant l'été 2012, l'Italie et l'Espagne sont au bord du défaut de paiement et ce n'est que l'intervention de Mario Draghi qui désamorce la spéculation. La reprise amorcée en 2014 est aussi plus lente que chez les partenaires. En 2018, le PIB italien était encore 4 % en dessous du pic de 2007, alors que la zone euro avait retrouvé les niveaux d'avant crise en 2015 et les États-Unis dès 2011.

[2] Le souvenir de la période « mains propres », au début des années 1990, est encore prégnant en Italie.

[3] Les banques italiennes se trouvent cependant fragilisées dans la deuxième phase de la crise, quand la valeur de la dette qu'elles détiennent diminue. L'Etat est alors forcé d'intervenir pour les soutenir en s'endettant davantage. Le cercle vicieux entre dette publique et fragilité bancaire (qui ne concerne pas que l'Italie) s'installe et n'est toujours pas rompu aujourd'hui.



C'est dans ce contexte que les élections de 2018 ont porté au pouvoir la coalition entre la Ligue de Matteo Salvini et le Mouvement 5 Étoiles (M5S) de Luigi di Maio, une coalition « jaune-verte » hétéroclite, mais unie dans son refus de l'austérité et dans sa méfiance vis-à-vis du projet européen.

L'illusion souverainiste

Les premiers mois du gouvernement jaune-vert ont été caractérisés par une confrontation assez dure avec la Commission européenne sur la loi de finances 2019, dont est issu un compromis plutôt favorable au gouvernement ; et par deux actes marquants : l'introduction du revenu de citoyenneté (*il reddito di cittadinanza*) et la réforme des retraites (quota 100).

La loi de finances présentée à l'automne est un ensemble de mesures hétérogènes. Ce qui n'est pas surprenant parce que les deux partis au pouvoir s'étaient adressés, lors de la campagne électorale, à des groupes d'électeurs très différents et aux intérêts parfois opposés. Le rejet de l'austérité et l'interruption du processus de réduction de la dette auquel s'étaient engagés les gouvernements précédents marquent ce que la coalition a appelé la « loi de finances du peuple ». Sans pouvoir défendre la cohérence de ses mesures, le gouvernement s'est engagé dans une confrontation directe avec la Commission.

Même si une procédure d'infraction a été ouverte par la Commission, le gouvernement italien a pu faire voter ladite loi. Ceci n'est pas forcément une mauvaise nouvelle pour l'Europe. La crise a montré les limites du « consensus de Bruxelles » qui postule le retrait de l'État de l'économie comme l'alpha et l'oméga de la politique. Pourtant les lignes n'ont pas suffisamment bougé en Europe et les vieilles recettes de l'orthodoxie budgétaire perdurent en dépit de leurs multiples échecs, comme des divergences entre les économies de la zone euro qu'elles ont générées (ou du moins amplifiées). Dans le cas spécifique de l'Italie, aucune analyse de bonne foi ne peut conclure que quelques décimaux de point de déficit en plus pourraient fondamentalement remettre en cause la soutenabilité des finances publiques italiennes. Le gouvernement de Giuseppe Conte a eu raison d'insister depuis son intronisation sur la priorité à donner à la croissance, plutôt qu'à la réduction de la dette. Certes, le niveau élevé de la dette italienne fait du pays la cible potentielle d'attaques spéculatives. Mais ces attaques pourraient en prin-

cipe être facilement désamorçées si une action coordonnée du gouvernement, de la Commission et de la BCE était menée pour convaincre les marchés que les politiques envisagées sont de nature à mettre le pays sur un sentier de croissance stable et de longue durée, condition nécessaire pour garantir la soutenabilité des finances publiques.

C'est précisément là le problème. Les premiers mois du gouvernement jaune-vert ne semblent pas avoir créé les conditions favorables au retour de la croissance. La plupart des mesures mises en place auront un impact très limité sur l'activité, comme l'a admis le ministre des Finances lui-même en octobre dernier, lors d'une audition au Sénat. Le multiplicateur, c'est-à-dire l'impact sur la croissance des dépenses publiques ou des réductions d'impôt est plutôt limité, même pour le *reddito di cittadinanza* ^[4], qui est

**SANS POUVOIR DÉFENDRE LA COHÉRENCE
DE SES MESURES, LE GOUVERNEMENT
S'EST ENGAGÉ DANS UNE CONFRONTATION
DIRECTE AVEC LA COMMISSION**

considé é relancer la consommation. Cette mesure, en principe justifiée par l'inégalité croissante des revenus et par la stagnation des salaires (l'Italie n'ayant pas de salaire minimum, le *reddito* devrait entraîner une augmentation des revenus des plus modestes), a été mise en place hâtivement pour pouvoir être portée au bilan du M5S dans la perspective des élections européennes de mai 2019. Il aurait fallu au contraire qu'elle soit introduite après que les « infrastructures » d'accompagnement pour l'emploi (financement des agences pour l'emploi, lutte contre le secteur informel, etc.), soient renforcées et mises en condition d'améliorer le fonctionnement du marché du travail. L'inversion de la séquence risque de rendre vaine la mesure, pourtant justifiée : il est fort probable que le *reddito* finira par favoriser le travail au noir et ne contribuera pas forcément à la réduction des inégalités.

En outre, l'abolition de quelques mesures d'incitation à l'investissement mises en place par les gouvernements précédents, la réduction des impôts concentrée sur les entreprises qui ont une moindre propension à l'investissement (les PME et les professions libérales), le climat d'incertitude sur les grands projets infrastructurels (comme la ligne à grande vitesse Turin-Lyon) et les turbulences sur les marchés que l'incertitude politique et la confrontation avec la Commission ont engendrées, tout cela a créé un climat défavorable à l'investissement privé.

[4] Il s'agit d'un complément de revenus (temporaire et sous conditions) pour les personnes qui gagnent moins de 780 euros par mois, qu'elles soient au chômage ou non.



Toutes les estimations récentes, de la Commission à l'OCDE, en passant par l'organisation patronale Confindustria, s'accordent sur des taux de croissance pour 2019 qui frôlent la récession, comme sur le fait que le ralentissement (encore une fois plus marqué que pour les pays partenaires en Europe) est principalement dû à la baisse de l'investissement privé.

Le pari souverainiste de ranimer la croissance par une relance keynésienne bute davantage contre l'incohérence des mesures mises en place que contre la sanction des marchés ou des autorités européennes. Il est utile de rappeler que, selon l'économiste de Cambridge, les politiques expansionnistes, au-delà de leur impact direct sur la demande agrégée, ont surtout pour vocation de provoquer un retournement des anticipations et de relancer la dépense privée. Keynes avait en tête un soutien temporaire à l'économie, censé être retiré dès que le secteur privé est à nouveau prêt à reprendre son rôle de moteur de la croissance [Saraceno, 2017]. La politique de la coalition jaune-verte semblent jusqu'ici avoir eu exactement l'effet inverse : elle a augmenté l'incertitude et réduit l'incitation à investir et à consommer.

Le gouvernement italien est, en somme, parti en guerre contre Bruxelles, une guerre dans laquelle il y a beaucoup à perdre et très peu à gagner. Il a réussi à obtenir un sursis sur la réduction du déficit sans convaincre que la violation des accords passés par les gouvernements qui l'ont précédé entraînera une augmentation du PIB. La sacro-sainte orthodoxie européenne est décrédibilisée, mais on peut clairement parler d'occasion manquée. Il en aurait été tout autrement si le gouvernement s'était présenté face à ses partenaires européens avec un plan cohérent pour relancer l'investissement privé et public, ainsi que des mesures susceptibles d'amorcer la correction des distorsions de la structure productive du pays décrites plus haut. Les prévisions de déficit auraient été plus crédibles^[5] et donc plus faciles à faire accepter par les institutions européennes.

Le débat européen déserté

Toute à sa guerre contre Bruxelles, l'Italie est absente de tous les grands débats sur l'avenir de l'Union. On ne sait pas quelle est l'opinion du gouvernement de Giuseppe Conte sur le budget européen, la réforme des règles budgétaires, la taxation des Gafa, la politique industrielle, etc.

[5] Comme c'était largement prévisible, l'incertitude politique et la révision à la baisse des prévisions de croissance rendent les chiffres de déficit irréalistes. A moins d'une correction en cours de route, le déficit dépassera très probablement la barre des 3 % en 2019 (contre 2,2 % prévus par la loi de finances).

Le fait qu'un grand pays et membre fondateur de l'Union se replie sur lui-même est un problème qui dépasse les frontières italiennes. L'Union européenne, à peine sortie d'une crise décennale et encore fragile, s'interroge sur son futur. Le moteur franco-allemand peine à trouver ses repères, en raison de la divergence entre les deux pays, de l'immobilisme allemand favorisé par la fin de règne d'Angela Merkel, ainsi que des contradictions entre le grand projet européen d'Emmanuel Macron (qui peine par ailleurs à se concrétiser en projets de réforme novateurs) et sa politique nationale [6]. Le Royaume-Uni est empêtré dans la tragédie du Brexit. Il y aurait donc un espace politique pour une proposition articulée de réforme de la gouvernance européenne. Après les élections du Parlement et le choix de la nouvelle Commission, s'engagera une partie sur la gouvernance de la zone euro dont l'issue n'est pas certaine. Règles budgétaires, mécanisme de stabilité européen, union bancaire : sur tous ces dossiers, l'Italie pourrait donc avoir un rôle à jouer qu'elle ne semble pas prête à assumer en ce moment. Elle pourrait aussi porter un projet de réforme de la politique industrielle européenne. La confrontation entre la Commission et les gouvernements allemand et français sur la fusion Alstom-Siemens est à l'origine d'un document des deux gouvernements qui plaident pour un retour à une politique industrielle c'est-à-dire, dans leur perspective, la création de « champions européens » pour contrer les pays émergents et les Etats-Unis. Or, comme nous l'apprend l'histoire économique de l'Italie, la politique industrielle ne saurait se réduire à la confrontation entre, d'un côté, la création de géants oligopolistiques et, de l'autre, la défense obstinée de la concurrence (la position de la Commission).

Pour conclure, le déclin de l'économie italienne est un phénomène dont les racines sont à rechercher dans les raisons même de son succès dans les années 1950-1960. Le « miracle italien » portait en lui les germes du déclin, qui aurait pu être contré par des politiques industrielles prévoyantes et orientées vers le long terme. Or, c'est précisément à ce moment que l'Etat italien a commencé à dysfonctionner et qu'une doctrine axée sur le refus de mener une politique industrielle a pris pied dans les pays avancés, ce qui a amplifié l'incapacité du système productif italien à s'adapter à la mondialisation. La crise et les

RÈGLES BUDGÉTAIRES, MÉCANISME

**DE STABILITÉ EUROPÉEN, UNION BANCAIRE :
SUR TOUS CES DOSSIERS, L'ITALIE POURRAIT
AVOIR UN RÔLE À JOUER QU'ELLE NE SEMBLE
PAS PRÊTE À ASSUMER EN CE MOMENT**

[6] La relance de l'attractivité de la France qui caractérise le projet du président français engage le pays dans la course à la concurrence fiscale, qui affaiblit la coopération et la solidarité entre les pays de l'UE.



politiques d'austérité ont ensuite creusé l'écart entre l'économie italienne et celles de ses partenaires européens. Un écart qui toutefois ne peut pas être attribué à la crise elle-même, ni à l'adoption de la monnaie unique. Au lieu de se réfugier dans la tentation souverainiste, la classe politique italienne devrait être protagoniste du débat qui s'ouvre en Europe sur la politique industrielle, le seul (faible) espoir de renverser le déclin économique et social du pays. ■

Bibliographie

De Cecco M., 2013, « Una crisi lunga mezzo secolo: le cause profonde del declino italiano », *Economia Italiana* (3), 69-92.

Felice E. & Vecchi G., 2015, « Italy's Growth and Decline, 1861-2011 », *Journal of Interdisciplinary History* XLV(4), 507-548.

Gallino L., 2003, *La scomparsa dell'Italia industriale*, Einaudi.

Lucarelli S., Palma D. et Romano R., 2013, « Quando gli investimenti rappresentano un vincolo. Contributo alla discussione sulla crisi italiana nella crisi internazionale », *Moneta e Credito* 67, 169-205.

Saraceno F., 2017, *L'économie à l'épreuve des faits. Comprendre les controverses du passé pour éclairer les défis de la société*, Revue Banque Edition.